













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**2025DAC0018L01/L02 - Objets promotionnels pour
l'Université Clermont Auvergne et le Crous Clermont
Auvergne**

Université Clermont Auvergne
49 Boulevard François Mitterrand
CS 60032
63000 CLERMONT-FERRAND

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	2025DAC0018L01/L02 - Objets promotionnels pour l'Université Clermont Auvergne et le Crous Clermont Auvergne
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Protection des données à caractère personnel	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat et délais de livraison	5
4.2 - Reconduction	5
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	6
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
9 - Conditions d'exécution des prestations	7
10 - Développement durable	8
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
12 - Pénalités	9
12.1 - Pénalités de retard	9
12.2 - Pénalité non-respect de la clause d'exécution environnementale	9
12.3 - Pénalité pour travail dissimulé	9
13 - Assurances	9
14 - Résiliation du contrat	10
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	10
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
15 - Règlement des litiges et langues	10
16 - Dérogations	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : 2025DAC0018L01/L02 - Objets promotionnels pour l'Université Clermont Auvergne et le Crous Clermont Auvergne, constitués en groupement de commande.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :
Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal, Allier

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Objets courants
02	Objets éco-responsables

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque lot, les deux titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

Le bon de commande sera adressé en priorité au titulaire dont l'offre a été classée la première. En cas de refus ou d'absence de réponse de sa part dans un délai d'une semaine à compter de la date de la demande initiale, il sera dessaisi de la demande et le bon de commande sera adressé au titulaire dont l'offre a été classée deuxième.

Si le titulaire sollicité ne peut pas proposer les fournitures dans les conditions prévues par le bon de commande, il peut proposer des équivalences sur la base du catalogue. Si cette solution est plus onéreuse que la demande initialement demandée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la refuser et adressera alors son bon de commande au titulaire suivant dans le classement des offres.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le catalogue
- Le cadre de réponse technique et environnemental (CRTE)
- Le mémoire technique et les fiches techniques
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat et délais de livraison

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais de livraison des prestations sont de 7 jours maximums à compter du Bon à tirer.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont ajustables annuellement, par référence au tarif public du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 15 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Il devra envoyer son bordereau de prix unitaire en indiquant l'ancien prix, le pourcentage d'évolution, et le nouveau prix.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,0 % par an.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique pour l'Université Clermont Auvergne :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002806100013
- Numéro d'engagement juridique : 45xxxxxx

Informations à utiliser pour la facturation électronique pour le Crous Clermont Auvergne :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 186 306 973 00014
- Différents Codes « services » peuvent être utilisés (prendre la référence sur le bon de commande) :
1012 : service communication
1013 : service culturel
1009 : service budgétaire

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique (contact commercial), nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Les délais de livraison des prestations sont de 7 jours maximums à compter du Bon à tirer.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le présent marché intègre une dimension sociale visant à promouvoir le respect des droits fondamentaux des travailleurs et à contribuer à l'insertion professionnelle de publics éloignés de l'emploi.

À ce titre, le titulaire s'engage à mettre en œuvre, tout au long de l'exécution du contrat, des pratiques conformes aux dispositions légales et réglementaires relatives au droit du travail et à la protection sociale. Il devra garantir des conditions de travail décentes et sécurisées, en assurant la santé et la sécurité de ses salariés conformément aux articles L.4121-1 et suivants du Code du travail.

Le titulaire devra également veiller à la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, à l'absence de toute discrimination fondée notamment sur l'âge, le sexe, l'origine, l'orientation sexuelle, la religion ou tout autre motif prohibé, et à l'octroi d'une rémunération conforme au minimum légal et aux conventions collectives applicables.

Dans la mesure du possible, il est attendu qu'il favorise l'insertion ou le maintien dans l'emploi de publics fragiles, tels que les jeunes, les demandeurs d'emploi de longue durée, les personnes issues de quartiers prioritaires ou encore les personnes en reconversion professionnelle.

Le lot 1 est réservé, conformément aux articles L.2113-12 et suivants du Code de la commande publique, aux entreprises adaptées (EA) et établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Une attention particulière est portée à la prise en compte d'objectifs de développement durable dans l'exécution des prestations. La présente consultation comprend des critères d'attribution à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Le règlement de consultation fait mention du pourcentage de pondération attribué à ce critère. Le titulaire s'engage à respecter les principes figurant dans le Cadre de réponse technique et environnemental, document faisant partie intégrante du marché et dont les réponses constituent des engagements contractuels.

À ce titre, le titulaire devra démontrer la cohérence de son offre avec une démarche globale en matière de responsabilité environnementale et sociétale, en veillant notamment à mettre en avant les certifications, labels et chartes applicables aux produits et aux procédés de fabrication. L'exécution des prestations devra s'inscrire dans une politique interne clairement définie, traduite par des actions concrètes visant à limiter l'empreinte environnementale, en particulier par l'usage de matières premières responsables et le choix de procédés de production économes en énergie.

Les livraisons devront être organisées dans un souci d'optimisation des trajets et des moyens de transport, afin de limiter les émissions polluantes. Les emballages et conditionnements utilisés devront être conçus de manière à réduire les déchets, et être recyclables (ou issus de matériaux recyclés) ou biodégradables.

Le titulaire devra également proposer une gamme de produits respectueux de l'environnement, tant dans leur composition (fibres naturelles, matières recyclées ou recyclables) que dans leurs conditions de fabrication. La traçabilité des produits fournis devra être assurée, permettant à l'acheteur de s'assurer de leur origine et du respect des normes environnementales et sociales associées.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander à tout moment des justificatifs (fiches techniques, certifications, preuves de traçabilité) attestant du respect des engagements pris.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Pour les fournitures n'étant pas liées à un événement :

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Pour les fournitures étant liées à un événement :

L'événement doit être explicitement mentionné dans la demande de devis et doit comporter, a minima, les éléments suivants : lieu ; date de l'événement ; date limite de livraison des fournitures pour cet événement. **La commande doit impérativement être livrée avant la date limite mentionnée lors de la demande de devis.**

Sauf en cas de force majeure, si les éléments demandés dans le bon de commande ne sont pas livrés à ladite date, les pénalités que l'Université Clermont Auvergne et le Crous Clermont Auvergne pourront appliquer seront égales à l'ensemble des fournitures non livrées, le prestataire choisi n'ayant droit qu'au remboursement de ses débours sur justificatif (hors frais de main d'oeuvre interne).

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12.2 - Pénalité non-respect de la clause d'exécution environnementale

En cas de non-respect de la clause d'exécution environnementale, et des éléments en matière d'engagement environnemental indiqué dans le mémoire technique et/ou le cadre de réponse technique environnementale, le pouvoir adjudicateur et le Crous Clermont Auvergne se réservent le droit d'appliquer une pénalité de 50€ par engagement non respecté.

12.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur et le Crous Clermont Auvergne appliquent une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services